

Unité départementale de Rouen-Dieppe  
1 rue Dufay  
76100 ROUEN

ROUEN, le 05/07/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 16/06/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SA SNCF Voyageurs**

1 rue de paris BP 421  
76800 Saint-Étienne-du-Rouvray.

Références : UDRD.2023.07.358.ET AZ/ChH  
Code AIOT : 0005802490

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/06/2023 dans l'établissement SA SNCF Voyageurs implanté 1 rue de paris BP 421 76800 Saint-Étienne-du-Rouvray. L'inspection a été annoncée le 08/06/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection s'est rendue sur le site SNCF Voyageur - Technicentre Rouen Quatre Mares à la suite d'une déclaration de déversement dans la nuit du 23 au 24 mai 2023.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SA SNCF Voyageurs
- 1 rue de paris BP 421 76800 Saint-Étienne-du-Rouvray
- Code AIOT : 0005802490
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site SNCF Voyageur - Technicentre Rouen Quatre Mares est spécialisé dans la rénovation et la

maintenance de matériel ferroviaire : locomotives électriques, essieux, bogies, moteurs diesel, pièces polyester... Ses activités sont autorisées par l'arrêté préfectoral du 5 décembre 2016.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- pollution accidentelle

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Exploitation des installations	Arrêté Préfectoral du 05/12/2016, article 2.1.1.	/	Lettre de suite préfectorale <b><u>Demande n°1</u></b>	1 mois
3	Plan des réseaux d'eaux	Arrêté Préfectoral du 05/12/2016, article 4.2.2.	/	Lettre de suite préfectorale <b><u>Demande n°2</u></b>	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Déclaration d'incidents ou d'accidents	Arrêté Préfectoral du 05/12/2016, article 2.5.1.	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant communiquera à l'inspection dans un délai d'un mois son calendrier de mise en œuvre des différentes actions correctives suite au déversement accidentel d'eaux de lavage dans le réseau des eaux pluviales du site dans la nuit du 23 au 24 mai 2023.

Il transmettra à l'inspection dans un délai d'un mois :

- son nouveau contrat avec la société qui exploite la STEP. Ce contrat devra prévoir un système d'astreinte et préciser les délais d'intervention en cas de dysfonctionnement de la STEP ;
- le plan de maintenance modifié incluant la maintenance du flotteur en cause dans le déversement accidentel. L'exploitant vérifiera si d'autres équipements sur son site (notamment l'autre tunnel de lavage) bénéficient d'un flotteur de technologie similaire et les passera en revue ;
- un plan de ses réseaux d'eaux à jour.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Déclaration d'incidents ou d'accidents**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/12/2016, article 2.5.1.
<b>Thème(s) :</b> Autre, Déclaration et rapport
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme, ainsi que le descriptif des contrôles et modifications d'équipements réalisés suite à l'incident ou l'accident. Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'entreprise SNCF Voyageurs - Technicentre de Rouen Quatre Mares a déclaré par courriel le 25 mai 2023 un déversement accidentel dans les eaux pluviales à la suite du débordement sa station d'épuration dans la nuit du 23 au 24 mai 2023.</p> <p>Elle a renseigné et transmis à l'inspection une fiche de notification d'accident/incident le 26/05/23 avec l'analyse de l'incident "à chaud" puis a transmis une nouvelle version de la fiche de notification avec une analyse plus détaillée le 2 juin 2023. L'inspection s'est rendue sur le site le 16 juin.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>

## N° 2 : Exploitation des installations

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/12/2016, article 2.1.1.</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Objectifs généraux</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites, des monuments et des éléments du patrimoine archéologique.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Dans la nuit du 23 au 24 mai, dans un bac alimentant un tunnel de lavage de pièces mécaniques ferroviaires, un flotteur est resté en position basse, position qui déclenche une demande d'alimentation en eau. Ce bac a débordé dans une fosse prévue à cet effet. Dans cette fosse, une pompe envoie l'eau vers la station d'épuration (STEP) de l'établissement via un chenal. Une arrivée anormale d'eau a été constatée a posteriori au niveau de la STEP à partir de 19h30 mais son débit de 7 m<sup>3</sup>/h n'a pas déclenché d'alarme (alarme à 8 m<sup>3</sup>/h). L'eau s'est accumulée dans le bassin tampon en amont de la STEP. A 23h, lorsque le niveau haut du bassin tampon de la STEP (140m<sup>3</sup>) a été atteint, le relevage de l'eau vers la STEP s'est arrêté et une alarme a été envoyée par SMS à la société qui exploite la STEP. Cette société n'a pas réagi. Il n'était pas prévu que l'alarme soit transmise à la SNCF. L'arrêt de l'envoi de l'eau vers la STEP a provoqué le débordement du</p>

bassin tampon.

L'usine fonctionne en 2\*8 avec une équipe de nuit à l'atelier polyester. A 2h50, un agent de cet atelier a constaté la présence d'eau sur le parking pendant sa pause. L'eau du tunnel de lavage s'est écoulée vers un regard destiné à l'évacuation des eaux pluviales. Elle a été rejetée en Seine via le réseau communal après passage par un séparateur d'hydrocarbure. L'exploitant a estimé à 12 m<sup>3</sup> la quantité d'eau polluée déversée en Seine.

En condition normale, l'eau du tunnel de lavage est stockée dans un bac chauffé à environ 80°C et est réutilisée pour plusieurs lavages. Elle contient des résidus de graisse, d'huile, des boues et du produit de nettoyage à base de soude et de potasse. Le flotteur déclenche une arrivée d'eau d'appoint si nécessaire. Le bac est vidangé toutes les 3 semaines lorsque l'eau qu'il contient est trop sale pour être réutilisée.

#### Actions immédiates réalisées par l'exploitant :

- Le chef d'équipe a appelé l'astreinte Installations Outillages du site qui s'est déplacée en 10 min selon ses dires.
- Des boudins anti-déversement ont été mis en place pour essayer de stopper l'écoulement dans les regards destinés à l'évacuation des eaux pluviales et sécuriser le secteur pour l'arrivée de l'équipe du matin à 4h. Il n'y avait pas de plaques obturatrices. Les équipes ont ensuite utilisé des absorbants et ont nettoyé la zone. Des traces du débordement étaient encore visibles au sol lors de la visite de l'inspection.
- L'agent d'astreinte a identifié la provenance de l'eau et a coupé l'arrivée d'eau au niveau du tunnel de lavage vers 3h.

#### Actions correctives :

- Le flotteur a été réparé et va être changé par un système plus adapté (avec une technologie plus récente).

-Les alertes STEP sont désormais envoyées aussi au gardien du site qui est présent 24h/24 7j/7. Ce dernier est chargé de contacter l'entreprise exploitant la STEP entre 6h et 18h et l'astreinte de maintenance SNCF en dehors de ces heures ouvrables. Une consigne écrite décrit les actions à mener selon le type d'alerte sur la STEP. L'entreprise exploitant la STEP n'est à ce jour pas capable de proposer une astreinte la nuit, les alertes étant envoyées par SMS, cela ne permet pas de réveiller un agent qui serait d'astreinte.

L'exploitant est en train de revoir son contrat avec la société qui exploite la STEP pour inclure une astreinte effective.

De plus, la personne responsable de la STEP est domiciliée à environ 1 h du site. Elle est présente sur le site 2 à 3 demi-journées par semaine pour la conduite de la STEP et est susceptible d'être en déplacement à plusieurs heures du site SNCF les autres jours. Le personnel SNCF n'étant pas du tout formé à la conduite de la STEP, l'éloignement de la personne responsable de la STEP ne permet pas de garantir une intervention rapide en cas d'avarie sur la STEP elle-même.

Selon l'exploitant, le câble du flotteur en cause dans ce débordement était grippé. Il n'était pas vérifié régulièrement car il n'était pas intégré au plan de maintenance. L'exploitant a prévu de l'inclure désormais dans le plan de maintenance.

L'exploitant a également prévu à moyen terme :

- d'ajouter des obturateurs dans tous les kits d'urgence du site ;
- de mettre en place une maintenance de toutes les pompes du site avec un suivi ;
- de sécuriser à la source toutes les arrivées d'eau avec des vannes pilotées ;

- de mettre en place, à l'occasion des remplacements de 6 compteurs d'eau sur le site, des compteurs connectés pour suivre la consommation en temps réel via une application ;  
 -Actuellement la pompe qui envoie l'eau de la fosse vers la STEP via le chenal est asservie au fonctionnement de la STEP et pilotée par la société en charge de la STEP. Cependant, la fosse étant plus haute en terme d'altimétrie que la STEP, l'eau peut continuer de s'écouler de façon gravitaire. L'exploitant a prévu d'étudier la possibilité de la mise en place d'un système permettant d'éviter cet écoulement gravitaire.

**Demande n°1 :**

L'exploitant communiquera à l'inspection dans un délai d'un mois son calendrier de mise en œuvre des différentes actions correctives. Il transmettra notamment à l'inspection :

- son nouveau contrat avec la société qui exploite la STEP. Ce contrat devra prévoir un système d'astreinte et préciser les délais d'intervention en cas de dysfonctionnement de la STEP ;
- le plan de maintenance modifié incluant la maintenance du flotteur.

Il vérifiera si d'autres équipements sur son site (notamment l'autre tunnel de lavage) bénéficient d'un flotteur de technologie similaire et les passera en revue.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale + **Demande n°1**

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 3 : Plan des réseaux d'eaux**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 05/12/2016, article 4.2.2.

**Thème(s) :** Autre, Mise à jour

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

**Prescription contrôlée :**

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...),
- les secteurs collectés et les réseaux associés,
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...),
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

**Constats :**

Lors de la visite, l'exploitant ne disposait pas d'un plan de ses réseaux d'eaux à jour, notamment suite à la modification de sa STEP en 2012.

**Demande n°2 :**

L'exploitant transmettra à l'inspection sous 1 mois un plan de ses réseaux d'eaux à jour.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale + **Demande n°2**

**Proposition de délais :** 1 mois